ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre des vacations, saisi par le Ministre des Communications, le 26 août 1964, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "fixant les dispositions transitoires relatives au statut des agents de l'Administration de la Marine et de la Navigation intérieure", a donné le 8 septembre 1964 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste vacantiekamer, de 26e augustus 1964 door de Minister van Verkeerswezen verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot vaststelling van de overgangsbepalingen betreffende het statuut van het personeel van het Bestuur van het Zeewezen en van de Binnenvaart", heeft de 8e september 1964 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES.

I.

Le projet a pour objet de disposer que l'arrêté royal du 16 mars 1964 modifiant l'arrêté royal du 2 octobre 1937 et certains arrêtés relatifs au statut des agents de l'Etat ne sera pas applicable au personnel de l'Administration de la marine et de la navigation intérieure et qu'en attendant qu'une réglementation particulière soit établie pour ce personnel, celui-ci sera soumis à la réglementation en vigueur avant le 1er août 1964, c'est-à-dire avant l'entrée en vigueur de l'arrêté royal du 16 mars 1964. Le projet tend donc à soustraire les agents de l'Administration de la marine et de la navigation intérieure à l'application des nouvelles règles qui, depuis le 1er août 1964, sont applicables à l'ensemble des agents de l'Etat.

*
* *

II.

La réforme des dispositions statutaires applicables aux agents de l'Etat, qui est entrée en vigueur le 1er août 1964, a été amorcée par l'arrêté royal du 16 mars 1964 modifiant l'arrêté royal du 2 octobre 1937 et certains autres arrêtés relatifs au statut des agents de l'Etat (1). Cette réforme a été complétée par d'autres arrêtés :

./.

---

(1) Moniteur belge du 25 mars 1964.

- arrêté royal du 1er juin 1964 portant des dispositions temporaires pour l'application des règles relatives à l'ancienneté et au classement des agents de l'Etat (1) (entré en vigueur le 1er août 1964);

- arrêté royal du 1er juin 1964 relatif à certains congés accordés à des agents des administrations de l'Etat (1) (entré en vigueur le 1er août 1964);

- arrêté royal du 1er juin 1964 relatif à la position de disponibilité des agents de l'Etat (1) (entré en vigueur le 1er août 1964);

- arrêté royal du 1er juin 1964 portant des dispositions particulières relatives à la position de disponibilité des agents de l'Etat (1) (entré en vigueur le 1er août 1964);

- arrêté royal du 1er juin 1964 relatif à la suspension des agents de l'Etat dans l'intérêt du service (1) (entré en vigueur le 1er août 1964);

- arrêté royal du 1er juin 1964 fixant la position administrative de certains agents des administrations de l'Etat, pendant qu'ils accomplissent des prestations militaires en temps de paix (1) (entré en vigueur le 1er août 1964);

- arrêté royal du 20 juillet 1964 relatif aux épreuves de recrutement et de carrière des agents de l'Etat (2) (entré en vigueur le 1er août 1964);

./.

(1) Moniteur belge du 23 juin 1964.
(2) Moniteur belge du 25 juillet 1964.

- arrêté royal du 20 juillet 1964 relatif au classement hiérarchique des grades que peuvent porter les agents des administrations de l'Etat (1) (entré en vigueur le 1er août 1964);

- arrêté royal du 20 juillet 1964 relatif au classement hiérarchique et à la carrière de certains agents des administrations de l'Etat (1) (entré en vigueur le 1er août 1964);

- arrêté royal du 22 juillet 1964 portant statut pécuniaire du personnel des Ministères (2) (entré en vigueur le 1er août 1964);

- arrêté royal du 22 juillet 1964 fixant les échelles de traitements des grades communs à plusieurs Ministères (2) (entré en vigueur le 1er août 1964);

- arrêté royal du 22 juillet 1964 accordant des échelles de traitements compensatoires à certains agents des Ministères (2) (entré en vigueur le 1er août 1964);

- arrêté royal du 22 juillet 1964 attribuant une allocation de foyer ou une allocation de résidence au personnel des Ministères (2) (entré en vigueur le 1er août 1964);

- arrêté royal du 22 juillet 1964 modifiant l'arrêté royal du 22 avril 1952 relatif aux bonifications d'ancienneté prévues par l'article 13 de la loi des 3 août 1919 et 27 mai 1947, par la loi du 14 février 1955 et par l'arrêté royal n° 6 du 21 janvier 1957 (2) (entré en vigueur le 1er août 1964);

./.

(1) Moniteur belge du 28 juillet 1964.
(2) Moniteur belge du 29 juillet 1964.

- arrêté royal du 22 juillet 1964 modifiant l'arrêté royal du 5 février 1954 accordant une bonification de traitement à certains membres du personnel rétribué par l'Etat dont l'entrée en service a été notablement retardée par la guerre 1940-1945 (1) (entré en vigueur le 1er août 1964);

- arrêté royal du 22 juillet 1964 réglant l'octroi de l'allocation pour exercice de fonctions supérieures (1) (entré en vigueur le 1er août 1964);

- arrêté royal du 22 juillet 1964 accordant une allocation aux agents de l'Etat désignés en qualité de secrétaire de certains fonctionnaires (1) (ayant produit ses effets le 1er juillet 1962);

- arrêté royal du 22 juillet 1964 d'exécution des lois relatives au personnel d'Afrique, en ce qui concerne l'admission dans les administrations de l'Etat (2) (entré en vigueur le 31 juillet 1964).

Le projet se borne à écarter l'application à l'Administration de la marine et de la navigation intérieure de l'arrêté royal du 16 mars 1964. Il n'écarte pas l'application des arrêtés cités ci-dessus qui ont complété la réforme du statut des agents de l'Etat commencée par l'arrêté royal du 16 mars 1964. Certains de ces arrêtés royaux ne font qu'expliciter des règles déjà

./.

(1) Moniteur belge du 29 juillet 1964.
(2) Moniteur belge du 31 juillet 1964.

formulées dans l'arrêté royal du 16 mars 1964. On ne conçoit pas que ces derniers arrêtés royaux puissent être appliqués dans une administration dans laquelle l'arrêté royal du 16 mars 1964 ne serait pas applicable. Il résulte des explications données par le délégué du Ministre que le Gouvernement a l'intention d'exclure l'application à l'Administration de la marine et de la navigation intérieure, des divers arrêtés qui ont modifié récemment le statut administratif des agents de l'Etat, mais qu'il entend, toutefois, rendre applicables aux agents de cette administration le nouveau statut pécuniaire et les arrêtés qui complètent ce statut pécuniaire. L'article ler du projet devrait donc être complété par l'indication précise de tous les arrêtés royaux applicables à l'ensemble des agents de l'Etat qui ne s'appliqueront pas à l'Administration de la marine et de la navigation intérieure.

*
* *

III.

Le projet aura pour conséquence qu'au Ministère des Communications et des Postes, Télégraphes et Téléphones, les agents d'une administration seront soumis à des règles différant de celles qui sont applicables aux agents des autres administrations. Ces différences apparaîtront notamment dans les domaines du recrutement et de la carrière puisque c'est notamment sur ces matières qu'a porté la réforme du statut des agents de l'Etat. Il résultera de la différence des règles juridiques qui leur seront applicables que les agents de l'Administration de la marine et de la navigation intérieure ne

./.

pourront participer ni à la promotion, ni au changement de grade, ni à l'admission au niveau supérieur, ni à l'accession au niveau supérieur dans une autre administration et que, d'autre part, les agents des autres administrations ne pourront participer ni à l'avancement, ni à l'accession à la catégorie supérieure à l'Administration de la marine et de la navigation intérieure. Il serait, en effet, impossible, à défaut de règles particulières, de départager des candidats soumis à des statuts différents comportant, au sujet de la carrière, des règles différentes. Certes, l'arrêté royal du 14 avril 1958 relatif à l'avancement de grade et aux concours d'accession à la catégorie supérieure au Ministère des Communications a déjà établi, pour l'avancement, des barrières entre les diverses administrations de ce Ministère. Mais cet arrêté prévoit des exceptions pour la nomination à la fonction de secrétaire général, et lorsqu'il n'y a pas dans l'administration intéressée de candidat jugé apte à exercer la fonction. En outre, cet arrêté dispose que les concours d'accession à la catégorie supérieure sont ouverts aux agents de toutes les administrations du Ministère. La séparation entre l'Administration de la marine et de la navigation intérieure et les autres administrations, telle qu'elle résultera du projet, sera donc plus accentuée que celle qui résulte actuellement de l'arrêté royal du 14 avril 1958. Le délégué du Ministre admet que le projet aura pour conséquence d'empêcher toute interpénétration des cadres entre l'Administration de la marine et de la navigation intérieure et les autres administrations. Pour éviter des contestations, il serait utile que cette règle soit énoncée expressément dans le projet.

*
* *

./.

IV.

Aux termes de l'article 6 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, modifié par l'arrêté royal du 16 mars 1964, "des règlements organiques établissent les dispositions particulières qui ont pour objet d'assurer dans chaque Ministère l'exécution du présent statut et des arrêtés qui l'ont modifié ou complété .

Sous réserve de l'application de l'article 116 du présent arrêté, ces règlements organiques sont pris par Nous, sur proposition du Ministre intéressé, après accord du Ministre qui a la fonction publique dans ses attributions".

Certes le projet n'assure pas l'exécution à l'Administration de la marine et de la navigation intérieure des nouvelles règles qui fixent le statut des agents de l'Etat, puisqu'il écarte l'application de ces nouvelles règles pour remettre en vigueur les anciennes dispositions statutaires. Il est, toutefois, dans la logique de l'article 6 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 qu'une réforme aussi importante que celle qui consiste à écarter, dans une administration, l'application des nouvelles règles statutaires mises en vigueur pour la généralité des agents de l'Etat, en vue d'y remettre en vigueur les anciennes règles statutaires, soit soumise à l'accord du Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions, au même titre que les règlements organiques des Ministères.

Il conviendrait donc de viser au préambule l'accord du Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique.

./.

OBSERVATIONS PARTICULIERES.

Intitulé.

Il est proposé de rédiger l'intitulé de la façon suivante : "Arrêté royal fixant un régime statutaire transitoire pour les agents de l'Administration de la marine et de la navigation intérieure".

Préambule.

Les trois considérants pourraient être remplacés par deux considérants rédigés de la façon suivante :

"Considérant que de nombreux membres du personnel de l'Administration de la marine et de la navigation intérieure étaient soumis avant le 1er août 1964 à un régime particulier; que le nouveau statut des agents de l'Etat, tel qu'il est actuellement fixé, peut difficilement leur être appliqué;

Considérant qu'en attendant qu'une réglementation adéquate soit élaborée pour ce personnel, il convient de lui appliquer provisoirement le régime statutaire auquel il était soumis avant le 1er août 1964".

Dispositif.

L'arrêté royal du 16 mars 1964 et les autres arrêtés dont le Gouvernement entend écarter l'application étant entrés en vigueur à l'Administration de

./.

la marine et de la navigation intérieure, comme dans les autres administrations, le 1er août 1964, il n'est pas possible de faire rétroagir le projet et de rédiger celui-ci comme si les nouvelles règles statutaires n'avaient jamais été en vigueur à l'Administration de la marine et de la navigation intérieure et comme si les anciennes règles n'avaient pas été abrogées pour cette administration. Il convient donc d'écarter, pour cette administration, l'application des nouvelles règles statutaires qui y sont déjà entrées en vigueur et d'y remettre en vigueur les anciennes règles statutaires qui ont été abrogées.

Ainsi que la remarque en est faite dans l'observation générale II, l'article 1er doit être complété par l'indication précise de tous les arrêtés royaux applicables à l'ensemble des agents de l'Etat qui ne s'appliqueront pas à l'Administration de la marine et de la navigation intérieure.

Compte tenu des diverses observations formulées ci-dessus, il est proposé de rédiger le dispositif de la façon suivante :

" Article 1er.

Cessent d'être applicables aux agents de l'Administration de la marine et de la navigation intérieure :

1° l'arrêté royal du 16 mars 1964 modifiant l'arrêté royal du 2 octobre 1937 et certains autres arrêtés relatifs au statut des agents de l'Etat;

2° l'arrêté royal du ... (à compléter) ...

./.

En attendant qu'une réglementation particulière soit établie pour ces agents, sont remises en vigueur, à leur égard, les dispositions statutaires qui leur étaient applicables avant l'entrée en vigueur des arrêtés mentionnés à l'alinéa 1er.

Article 2.

Les agents de l'Administration de la marine et de la navigation intérieure ne peuvent obtenir dans une autre administration, ni une promotion par avancement de grade, ni une promotion par admission au niveau supérieur, ni une promotion par accession au niveau supérieur, ni un changement de grade.

Les agents des autres administrations ne peuvent obtenir à l'Administration de la marine et de la navigation intérieure, ni un avancement de grade, ni une nomination impliquant une accession à la catégorie supérieure.

Article 3.

Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge.

Article 4.

Notre Ministre des Communications est chargé de l'exécution du présent arrêté".

*
* *

./.

Il appartiendra au Gouvernement d'examiner s'il n'y a pas lieu de prévoir des mesures transitoires en faveur des agents de l'Administration de la marine et de la navigation intérieure qui, à la date de l'entrée en vigueur du projet, auraient participé à des épreuves d'accession pour des emplois dépendant d'autres administrations, ainsi qu'en faveur des agents d'autres administrations qui auraient participé à des épreuves d'accession pour des emplois dépendant de l'Administration de la marine et de la navigation intérieure. Ces mesures devraient éventuellement être étendues aux procédures d'avancement de grade qui seraient en cours au moment de l'entrée en vigueur du projet, s'il a été fait application de la règle énoncée à l'article 2, alinéa 2, de l'arrêté royal du 14 avril 1958 relatif à l'avancement de grade et aux concours d'accession à la catégorie supérieure au Ministère des Communications, qui permet aux agents de participer à l'avancement dans une autre administration, à défaut dans l'administration intéressée, de candidat jugé apte à exercer la fonction. Des mesures transitoires semblables ont été prévues à l'article 6 de l'arrêté royal du 16 mars 1964.

ALGEMENE OPMERKINGEN.

I.

Het ontwerp bepaalt, dat het koninklijk besluit van 16 maart 1964 tot wijziging van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 en van sommige besluiten betreffende het statuut van het Rijkspersoneel niet van toepassing is op het personeel van het Bestuur van het zeewezen en van de binnenvaart en dat dit personeel, in afwachting dat een bijzondere regeling wordt vastgesteld, onderworpen blijft aan die welke vóór 1 augustus 1964 van kracht was. De bedoeling is dus, de ambtenaren van het Bestuur van het zeewezen en van de binnenvaart te onttrekken aan de toepassing van de nieuwe regelen die sedert 1 augustus 1964 voor het Rijkspersoneel in het algemeen gelden.

\+

\+ \+

II.

De hervorming van de statuutbepalingen betreffende het Rijkspersoneel, die 1 augustus 1964 in werking is getreden, is ingezet met het koninklijk besluit van 16 maart 1964 tot wijziging van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 en van sommige andere besluiten betreffende het statuut van het Rijkspersoneel (1). Andere besluiten hebben die hervorming aangevuld :

.../...

(1) Belgisch Staatsblad van 25 maart 1964.

- koninklijk besluit van 1 juni 1964 houdende tijdelijke bepalingen voor de toepassing van de regelen betreffende de anciënniteit en de rangschikking van de Rijksambtenaren (1) (in werking getreden op 1 augustus 1964);

- koninklijk besluit van 1 juni 1964 betreffende sommige verloven toegestaan aan personeelsleden van de Rijksbesturen (1) (in werking getreden op 1 augustus 1964);

- koninklijk besluit van 1 juni 1964 betreffende de stand disponibiliteit van het Rijkspersoneel (1) (in werking getreden op 1 augustus 1964);

- koninklijk besluit van 1 juni 1964 houdende bijzondere bepalingen betreffende de stand disponibiliteit van het Rijkspersoneel (1) (in werking getreden op 1 augustus 1964);

- koninklijk besluit van 1 juni 1964 betreffende de schorsing van Rijksambtenaren in het belang van de dienst (1) (in werking getreden op 1 augustus 1964);

- koninklijk besluit van 1 juni 1964 tot vaststelling van de administratieve toestand van sommige ambtenaren van de Rijksbesturen, die in vredestijd militaire prestaties verrichten (1) (in werking getreden op 1 augustus 1964);

- koninklijk besluit van 20 juli 1964 betreffende de wervings- en loopbaanexamens van het Rijkspersoneel (2) (in werking getreden op 1 augustus 1964);

.../...

- -

(1) Belgisch Staatsblad van 23 juni 1964.
(2) Belgisch Staatsblad van 25 juli 1964.

- koninklijk besluit van 20 juli 1964 betreffende de hiërarchische indeling van de graden waarvan de ambtenaren in de Rijksbesturen kunnen titularis zijn (1) (in werking getreden op 1 augustus 1964);

- koninklijk besluit van 20 juli 1964 betreffende de hiërarchische indeling en de loopbaan van sommige personeelsleden van de Rijksbesturen (1) (in werking getreden op 1 augustus 1964);

- koninklijk besluit van 22 juli 1964 houdende bezoldigingsregeling van het personeel der Ministeries (2) (in werking getreden op 1 augustus 1964);

- koninklijk besluit van 22 juli 1964 tot vaststelling van de weddeschalen der aan verscheidene Ministeries gemene graden (3) (in werking getreden op 1 augustus 1964);

- koninklijk besluit van 22 juli 1964 waarbij aan sommige personeelsleden van de Ministeries compensatieweddeschalen worden toegekend (3) (in werking getreden op 1 augustus 1964);

- koninklijk besluit van 22 juli 1964 houdende toekenning van een haardtoelage of een standplaatstoelage aan het personeel der Ministeries (3) (in werking getreden op 1 augustus 1964);

- koninklijk besluit van 22 juli 1964 tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 april 1952 betreffende de anciënniteitsbijlage bepaald bij artikel 13 van de wet van 3 augustus 1919 en 27 mei 1947, bij de wet van 14 februari 1955 en bij het koninklijk besluit nr 6 van 21 januari 1957 (3) (in werking getreden op 1 augustus 1964);

.../...

(1) Belgisch Staatsblad van 28 juli 1964.
(2) Belgisch Staatsblad van 29 juli 1964.
(3) Belgisch Staatsblad van 29 juli 1964.

- koninklijk besluit van 22 juli 1964 tot wijziging van het koninklijk besluit van 5 februari 1954 houdende toekenning van een weddebijslag aan sommige leden van het door de Staat bezoldigd personeel wier indiensttreding door de oorlog 1940-1945 merkelijk is vertraagd (1) (in werking getreden op 1 augustus 1964);

- koninklijk besluit van 22 juli 1964 waarbij de toekenning van de toelage voor de uitoefening van hogere functies wordt geregeld (1) (in werking getreden op 1 augustus 1964);

- koninklijk besluit van 22 juli 1964 waarbij een toelage wordt verleend aan de Rijkspersoneelsleden die in de hoedanigheid van secretaris van sommige ambtenaren worden aangewezen (1) (dat uitwerking heeft gekregen met ingang van 1 juli 1962);

- koninklijk besluit van 22 juli 1964 tot uitvoering van de wetten betreffende het personeel in Afrika, wat de toelating tot betrekkingen bij de Rijksbesturen betreft (2) (in werking getreden op 31 juli 1964 .

.../...

- -

(1) Belgisch Staatsblad van 29 juli 1964.
(2) Belgisch Staatsblad van 31 juli 1964.

Het ontwerp onttrekt het Bestuur van het zeewezen en van de binnenvaart alleen aan de toepassing van het koninklijk besluit van 16 maart 1964, niet aan die van de evengenoemde besluiten die de met het koninklijk besluit van 16 maart 1964 begonnen hervorming van het statuut van het Rijkspersoneel zijn komen aanvullen. Een aantal van die besluiten zijn maar een nadere uitwerking van regelen die reeds in het koninklijk besluit van 16 maart 1964 waren neergelegd. Het zou niet opgaan, ze toe te passen in een bestuur waar het koninklijk besluit van 16 maart 1964 geen toepassing vindt. Naar de gemachtigde van de Minister heeft verklaard, bedoelt de Regering het Bestuur van het zeewezen en van de binnenvaart te onttrekken aan de toepassing van de besluiten die onlangs het administratief statuut van het Rijkspersoneel hebben gewijzigd, maar wil zij toch de nieuwe bezoldigingsregeling en de besluiten tot aanvulling daarvan op de ambtenaren van dat bestuur toepassen. In artikel 1 van het ontwerp zou dan ook nauwkeurig en volledig moeten worden aangegeven, welke op het Rijkspersoneel in 't algemeen toepasselijke koninklijke besluiten niet gelden voor het Bestuur van het zeewezen en van de binnenvaart.

\+

\+ \+

III.

Als gevolg van dit ontwerp zullen bij het Ministerie van Verkeerswezen en van Posterijen, Telegrafie en Telefonie de ambtenaren van een bepaald bestuur onderworpen zijn aan andere regelen dan de ambtenaren van de overige besturen. Dat verschil zal onder meer tot uiting

.../...

komen inzake werving en loopbaan, want vooral daarop had de hervorming van het statuut van het Rijkspersoneel betrekking. Wegens het verschil in de rechtsregelen zullen ambtenaren van het Bestuur van het zeewezen en van de binnenvaart niet in aanmerking komen voor bevordering, verandering van graad, toelating tot het hoger niveau of overgang naar het hoger niveau in een ander bestuur, en zullen ambtenaren van andere besturen hunnerzijds niet in aanmerking komen voor bevordering of overgang naar het hoger niveau bij het Bestuur van het zeewezen en van de binnenvaart. Bij gemis van bijzondere regelen zou immers onmogelijk een schifting kunnen worden gemaakt tussen gegadigden die onderworpen zijn aan van elkaar verschillende statuten met verschillende regelen inzake loopbaan. Het koninklijk besluit van 14 april 1958 betreffende de bevordering tot een hogere graad en de vergelijkende examens voor overgang naar de hogere categorie bij het Ministerie van Verkeerswezen, heeft weliswaar inzake bevordering reeds afsluitingen opgericht tussen de diverse besturen van dat Ministerie, maar dat besluit kent uitzonderingen voor de benoeming tot secretaris-generaal en voor het geval dat in het betrokken bestuur geen kandidaat geschikt wordt geacht om het ambt uit te oefenen. Dat besluit bepaalt bovendien dat vergelijkende examens voor overgang naar de hogere categorie "toegankelijk zijn voor de personeelsleden van alle besturen van het Ministerie". De scheiding tussen het Bestuur van het zeewezen en van de binnenvaart en de overige besturen zal dus krachtens het ontwerp verder doorgetrokken zijn dan thans op grond van het koninklijk besluit van 14 april 1958 het geval is. De gemachtigde ambtenaar geeft toe,dat het ontwerp iedere kader-interpenetratie tussen het Bestuur van het zeewezen en van de binnenvaart en de overige besturen zal verhinderen. Om geschillen te voorkomen, ware het nuttig die regel uitdrukkelijk in het ontwerp neer te leggen.

\+

\+ \+

.../...

IV.

Artikel 6 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende statuut van het Rijkspersoneel, gewijzigd bij koninklijk besluit van 16 maart 1964, bepaalt : "Organieke reglementen stellen de bijzondere bepalingen vast om in ieder Ministerie te voorzien in de uitvoering van het statuut en van de besluiten die het hebben gewijzigd of aangevuld.

Behoudens de toepassing van artikel 116 van dit besluit, worden die organieke reglementen door Ons vastgesteld op de voordracht van de betrokken Minister, na het akkoord van de Minister tot wiens bevoegdheid het openbaar ambt behoort".

Wel heeft het ontwerp niet tot doel, bij het Bestuur van het zeewezen en van de binnenvaart te voorzien in de uitvoering van de nieuwe statuutregelen voor het Rijkspersoneel. Het sluit de toepassing van die regelen immers uit om weer de vroegere statuutbepalingen in werking te stellen. Toch ligt het geheel in de lijn van artikel 6 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937, dat een zo belangrijke hervorming als het onttrekken van een bestuur aan de nieuwe, voor alle Rijksambtenaren in 't algemeen ingevoerde statuutregelen om daar weer de vroegere regelen toepassing te doen vinden, voor akkoord wordt voorgelegd aan de Minister tot wiens bevoegdheid het openbaar ambt behoort, evengoed als de organieke reglementen van de Ministeries.

In de aanhef moet dus worden verwezen naar het akkoord van de Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt.

.../...

BIJZONDERE OPMERKINGEN.

Opschrift.

Voorgesteld wordt :

"Koninklijk besluit tot vaststelling van een overgangsstatuut voor de ambtenaren van het Bestuur van het zeewezen en van de binnenvaart".

Aanhef.

De drie consideransen kunnen worden vervangen door twee als volgt luidende :

"Overwegende dat vele ambtenaren van het Bestuur van het zeewezen en van de binnenvaart vóór 1 augustus 1964 onder een bijzondere regeling stonden; dat het nieuwe statuut van het Rijkspersoneel, zoals dit thans is vastgesteld, op hen bezwaarlijk toepassing kan vinden;

Overwegende dat op die ambtenaren, in afwachting dat een passende regeling wordt uitgewerkt, de statuutregeling moet worden toegepast waaraan zij vóór 1 augustus 1964 onderworpen waren".

Artikelen.

Het koninklijk besluit van 16 maart 1964 en de overige besluiten welke de Regering in dezen niet wenst toe te passen, zijn bij het Bestuur van het zeewezen en van de binnenvaart, zoals bij de andere besturen,

.../...

op 1 augustus 1964 in werking getreden. Het is dus niet mogelijk het ontwerp te doen terugwerken en het zo te stellen alsof bij genoemd bestuur de nieuwe statuutregelen nooit van kracht geweest en de vroegere regelen niet opgeheven zijn. Dat bestuur moet dus worden onttrokken aan de nieuwe statuutregelen die er reeds in werking zijn getreden; de vroegere regelen, die werden opgeheven, moeten er opnieuw in werking worden gesteld.

Zoals in de algemene opmerking II is gezegd, moet in artikel 1 nauwkeurig en volledig worden aangegeven, welke op het Rijkspersoneel in 't algemeen toepasselijke koninklijke besluiten niet gelden voor het Bestuur van het zeewezen en van de binnenvaart.

Met inachtneming van de hiervoren gemaakte opmerkingen leze men de artikelen als volgt :

"Artikel 1.-

Op de ambtenaren van het Bestuur van het zeewezen en van de binnenvaart zijn niet langer van toepassing :

1° het koninklijk besluit van 16 maart 1964 tot wijziging van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 en van sommige andere besluiten betreffende het Rijkspersoneel;

2° het koninklijk besluit van ... (in te vullen) ...

.../...

In afwachting dat voor die ambtenaren een bijzondere regeling wordt vastgesteld, worden de statuutbepalingen die vóór de inwerkingtreding van de in het eerste lid genoemde besluiten op hen van toepassing waren, wat hen betreft opnieuw in werking gesteld.

Artikel 2.-

Ambtenaren van het Bestuur van het zeewezen en van de binnenvaart kunnen in een ander bestuur geen bevordering door verhoging in graad, bevordering door toelating tot het hoger niveau, bevordering door overgang naar het hoger niveau of verandering van graad verkrijgen.

Ambtenaren van andere besturen kunnen bij het Bestuur van het zeewezen en van de binnenvaart geen verhoging in graad, en geen benoeming die overgang naar het hoger niveau insluit, verkrijgen.

Artikel 3.-

Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt.

Artikel 4.-

Onze Minister van Verkeerswezen is belast met de uitvoering van dit besluit".

+

+ +

.../...

Het is zaak van de Regering uit te maken, of al dan niet overgangsmaatregelen moeten worden vastgesteld voor de ambtenaren van het Bestuur van het zeewezen en van de binnenvaart die, de dag waarop het ontwerp-besluit in werking treedt, mochten hebben deelgenomen aan examens voor overgang naar betrekkingen bij andere besturen, en voor de ambtenaren van andere besturen die mochten hebben deelgenomen aan examens voor overgang naar betrekkingen bij het Bestuur van het zeewezen en van de binnenvaart. Die maatregelen zouden eventueel moeten worden uitgebreid tot de procedures voor verhoging in graad die aan de gang mochten zijn bij het in werking treden van het ontwerp-besluit, als toepassing is gemaakt van de regel van artikel 2, tweede lid, van het koninklijk besluit van 14 april 1958 betreffende de bevordering tot een hogere graad en de vergelijkende examens voor overgang naar de hogere categorie bij het Ministerie van Verkeerswezen, krachtens hetwelk de ambtenaren mede in aanmerking komen voor bevordering bij een ander bestuur "wanneer in het betrokken bestuur geen kandidaat geschikt wordt geacht om het ambt uit te oefenen". Soortgelijke overgangsmaatregelen zijn vastgesteld in artikel 6 van het koninklijk besluit van 16 maart 1964.

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS,
de Heren :

H. BUCH,
G. VAN BUNNEN,

G. VAN HECKE,

J. DE MEYER,

Madame : J. DE KOSTER,
Mevrouw :

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. G. VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M. J. LIGOT, substitut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) J. DE KOSTER.

De kamer was samengesteld uit

premier président,
eerste voorzitter,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

assesseurs de la section de législation,
bijzitters van de afdeling wetgeving,

greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. G. VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. LIGOT, substituut.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) J. SUETENS.